

Programme Conjoint Gouvernement Malgache
Système des Nations Unies pour
la Promotion de l'Éducation de Base
Pour Tous les Enfants Malgaches



I. INTRODUCTION

L'objectif fondamental du Programme (Phase 1 : 2001-2005, Phase 2 : 2005-2009) pour la promotion de l'éducation de base pour tous les enfants malgaches, mis en oeuvre par le Gouvernement malgache, est la **satisfaction des besoins éducatifs fondamentaux des enfants de toutes origines**

et catégories sociales. Son but ultime est la contribution aux efforts nationaux de revalorisation des ressources humaines en vue de favoriser l'assise des bases d'un développement véritable et durable dans le pays.

Ce Programme est à la fois :

LE REFLET D'UN CONTEXTE	LA MANIFESTATION D'UNE VOLONTÉ	LE CHOIX D'UNE NOUVELLE APPROCHE
<ul style="list-style-type: none">Evolution politique et démocratique, situation socio-démographique contraignante, environnement économique difficile.La mondialisation et le sentiment d'une marginalisation progressive de l'Afrique.	Celle du Gouvernement malgache et de la communauté internationale de faire reculer le fléau de l'analphabétisme et d'assurer une éducation de base de qualité pour tous.	De nature consensuelle, dynamique et interactive, basée sur la consultation, la participation des différents partenaires et bénéficiaires à tous les niveaux et stades du Programme. Il a été adopté pour ce Programme, une approche dite « glissante » (révisable en fonction du contexte et des conditions de sa réalisation ou exécution).

Le Gouvernement de Madagascar a fait appel aux agences du système des Nations Unies (BIT, FAO, UNFPA, PAM, PNUD, OMS, UNESCO, UNICEF*) pour développer, en coopération avec elles et en partenariat éventuel avec d'autres organismes d'aide, ce Programme.

Avant le lancement du processus proprement dit, des consultations ont été menées aussi bien au niveau des responsables ministériels que des agences du système des Nations Unies. Des séances de travail plus techniques ont été ensuite organisées avec les responsables et techniciens ministériels pour la partie malgache (MPPLS, MEFB, MENRES, MJS, MIINSAN, MCT, MAEP, MIDST, MTPC, MDAT*) et avec la Commission d'éducation créée lors de l'exercice de formulation de l'UN-DAF pour le système des Nations Unies. D'autres entités ont

été également étroitement associées à ce processus comme l'INSTAT*, des ONG et associations et des institutions d'enseignement supérieur.

Ce Programme, avec l'ensemble des autres programmes ou instruments nationaux d'action et de développement dans le secteur de l'éducation et de la formation, cadre le Programme national d'amélioration de l'enseignement (PNAE II), le Programme national de la population et le Bilan Education pour tous 2000.

Le PNUD est le principal partenaire financier du Programme. L'UNESCO, le BIT et le PAM, les partenaires techniques, contribuent aussi au financement. D'autres partenaires financiers, tels que l'OIF* et le secteur privé, s'y sont associés récemment.

* BIT - Bureau international du travail
FAO - Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
UNFPA - Fonds des Nations Unies pour la population
PAM - Programme alimentaire mondiale
PNUD - Programme des Nations Unies pour le développement
OMS - Organisation mondiale de la santé
UNESCO - Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF - Fonds des Nations Unies pour l'enfance

OIF - Organisation Internationale de la Francophonie

MPPLS - Ministère de la population, de la protection sociale et des loisirs
MEFB - Ministère de l'économie, des finances et du budget
MENRES - Ministère de l'éducation nationale et de la recherche scientifique
MJS - Ministère de la jeunesse et des sports
MIINSAN - Ministère de la santé et du planning familial
MCT - Ministère de culture et du tourisme
MAEP - Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche
MIDST - Ministère l'industrialisation, du commerce et du développement du secteur privé
MTPC - Ministère des télécommunications, de la poste et de la communication
MDAT - Ministère de la décentralisation et de l'aménagement du territoire
INSTAT - Institut national de la statistique malgache

II. CADRES DE FORMULATION ET D'ÉLABORATION

1. Au plan factuel	Un contexte politique et socio-économique qui tient compte de la relation entre l'éducation et les divers aspects de l'évolution de la société malgache , notamment éducation et évolution politique, éducation et évolution économique, éducation et évolution socioculturelle.
2. Au plan du cadre de référence des politiques et stratégies de développement	Cadre international de référence : <ul style="list-style-type: none">• La Déclaration et cadre d'action de Jomtien, "Education pour tous" (1990)• La Conférence internationale des Nations Unies sur les PMA*• La Déclaration et cadre d'action de MINEDAF** VII (Durban, avril/mai 1998)• Les Assises de l'Afrique (UNESCO, 1996)• La Déclaration du Sommet sur les Droits de l'enfant (New York, 1990)• La Déclaration du Sommet mondial sur le développement social et la pauvreté (Copenhague, 1995)• La Conférence internationale sur l'éducation des femmes et des filles (Pékin, septembre 1995)• La Réunion/forum sur la revue à mi-parcours de Jomtien (Amman, 1995)• Le Sommet sur l'environnement (Rio, 1998)• La Conférence sur la population et le développement (Caire, 1994)• Le Sommet mondial sur l'alimentation (Rome, 1996)• L'Initiative spéciale des Nations Unies pour l'Afrique -éducation de base pour tous les enfants africains (1996-2005)• Les Recommandations de la réunion Nations Unies/OUA et des ministres de l'éducation d'Afrique (1997)• Le cadre de l'initiative 20/20• Déclaration et cadre d'action EPT 2000-2015 (Dakar, avril 2000) Cadre national de référence : <ul style="list-style-type: none">• Le Document Cadre de Politique Economique (DCPE)• Le Programme National de la Population (PNP)• Le Programme National pour l'Amélioration de l'Enseignement, phases I et II (PNAE I, PNAE II)• Le Plan Directeur du Ministère de la santé• Les Orientations /plan d'action du Ministère de la jeunesse et des sports• Les divers instruments et cadres d'assistance au développement avec les différents partenaires du développement dans le secteur de l'éducation et de la formation (plans, programmes projets, programmes-cadres, etc.)• Les programmes spécifiques (par exemple le programme-cadre de lutte contre la pauvreté)• Les différents bilans nationaux sur l'éducation• Le cadre d'action de l'UNDAF à Madagascar

A cette fin, le Programme se propose de déployer son champ d'intérêt sur les pôles d'action suivants : finalisation des objectifs de Jomtien ; soutien à la formulation et à la mise en œuvre de politiques, réformes et initiatives novatrices ; revalorisation des ressources éducatives et centrage

sur leur développement ; développement de capacités endogènes assurant l'autonomie ; réduction de la pauvreté ; développement de compétences, aptitudes professionnelles et techniques et attitudes favorables au développement endogène et auto-centré.

* PMA - pays moins avancés

** MINEDAF - Conférence des Ministres de l'Education des Etats membres d'Afrique

III. FINALITÉS ET OBJECTIFS DU PROGRAMME

1. Finalités du Programme	Le but du Programme est de contribuer à la consolidation des bases d'un développement humain durable à Madagascar en se penchant sur la question de la qualité et de la pertinence de l'éducation.
2. Objectif général	L'extension de l'accès et l'amélioration de l'accessibilité à l'éducation de base pour tous, l'amélioration des contextes et conditions de réussite de l'apprentissage pour les différentes catégories de personnes ou groupes concernés.
3. Objectifs de développement	Contribuer à l'amélioration des conditions socio-économiques des populations à travers la mise en place d'un cadre dynamique favorable au développement d'un système d'éducation permanente et intégrée. Il s'agira de (i) démocratiser l'éducation de base, (ii) compléter le système formel d'éducation en remédiant à ses imperfections et en esquissant les solutions pertinentes à la problématique posée par l'équation du triptyque <i>jeunesse-éducation-emploi</i> , (iii) donner aux filles et garçons non scolarisés et/ou déscolarisés précoces, une formation intellectuelle (maîtrise des outils fondamentaux de l'apprentissage) et pratique professionnelle dans les divers domaines de l'activité socio-économique et culturelle, (iv) donner des connaissances et développer des aptitudes permettant aux groupes cibles, notamment aux jeunes non scolarisés, aux adultes analphabètes et aux chômeurs d'être productifs, innovateurs et performants en matière d'entrepreneuriat et d'amélioration de l'environnement, (v) renforcer les liens et l'articulation entre éducation scolaire et extra-scolaire afin de créer les conditions d'un véritable système éducatif intégré, favorisant la mise en place de l'éducation permanente et de l'apprentissage tout au long de la vie, (vi) développer et améliorer le niveau scientifique, technique et technologique de base des enfants, jeunes et adultes (notamment les femmes et en milieu rural), et ce, en relation intime avec les préoccupations et l'environnement des populations.
4. Objectifs immédiats	A l'issue de sa réalisation, le Programme devrait avoir apporté les changements suivants à la situation de l'éducation de base pour les groupes cibles dans le pays : <ul style="list-style-type: none"> • Au plan de l'expansion : Avoir amélioré l'accès et l'accessibilité physique à l'éducation de base en particulier pour les filles et les femmes. • Au plan de la qualité/pertinence : Avoir renforcé la qualité et la pertinence de l'éducation de base pour tous à travers des approches alternatives relatives à tous les champs éducatifs (formel, non formel et informel), avoir contribué à améliorer les conditions et l'environnement de l'enseignement/apprentissage. • Au plan de l'appui institutionnel : Avoir consolidé, pour plus d'opérationnalité et d'efficacité, la gestion de l'éducation.
5. Objectifs spécifiques	Les objectifs spécifiques quantifiés figurent dans le document relatif aux instruments de gestion et de pilotage du Programme.
6. Produits, Activités, Indicateurs et/ou Moyens de vérification	Sept facteurs seront pris en considération : (i) approche participative ; (ii) les filles et les femmes comme groupe prioritaire ; (iii) formules d'éducation de base innovantes ; (iv) motivation des enseignants et animateurs/formateurs ; (v) échanges d'expériences positives ; (vi) liaison avec le monde du travail ; (viii) durabilité, duplication et appropriation. Les produits, indicateurs et moyens de vérification sont précisés et détaillés dans les documents additifs spécifiques aux instruments de gestion et de pilotage du Programme en cours d'élaboration.
7. Groupes-cibles	Ceux qui sont peu ou prou atteints par le système éducatif classique actuel et dont les besoins éducatifs et de formation ne sont pas ou sont insuffisamment satisfaits : <ul style="list-style-type: none"> • Groupes prioritaires : (i) les enfants d'âge préscolaire, (ii) les enfants d'âge scolaire, non scolarisé et/ou déscolarisés précoces, (iii) les femmes et les filles, (iv) les jeunes et les adultes analphabètes, non qualifiés, chômeurs, (v) les groupes défavorisés (enfants et jeunes en situation difficile, enfants de la rue, handicapés, personnes vivant en zones de grande pauvreté, etc.), (vi) les groupes minoritaires. • Autres cibles : personnel éducatif, institutions et structures d'éducation et de formation des mécanismes, procédures, méthodes, procédés, etc.

IV. INTERVENTIONS

TABLEAU DES INTERVENTIONS :

ACTION	NATURE DES ACTIONS	AGENCES PARTENAIRES
AFI-D	Alphabétisation fonctionnelle intensive pour le développement	PNUD/UNESCO/PAM
AMBOHITSORATRA	« La Planète des Alphas », apprentissage de la lecture	PNUD/UNESCO
ASAMA	Action scolaire d'appoint pour Malgaches adolescents	PNUD/UNESCO
FTPB	Formation technique et professionnelle de base	PNUD/UNESCO
DÉSCOL	Formation de jeunes déscolarisés en milieu urbain	UNICEF

A) ALPHABÉTISATION FONCTIONNELLE POUR LE DÉVELOPPEMENT (AFI-D)

AFI-D est une stratégie de développement basée sur l'alphabétisation des bénéficiaires pour pérenniser les actions de développement entreprises dans leur localité. Ses traits spécifiques sont les suivants :

- **Fonctionnelle** : Selon les promoteurs et les acteurs de l'AFI-D, le Programme est lié aux besoins de la vie quotidienne des apprenants. Ainsi, il prend en compte le développement des capacités comme la tenue de comptabilité et la gestion simplifiée des unités économiques et l'utilisation de l'écriture et de la lecture dans la vie quotidienne.
- **Sélective** : L'éducation et la formation sont adaptées aux groupes de personnes ayant les mêmes objectifs et les mêmes besoins d'écrit pour leur propre développement et celui de leur localité, voire de leur pays. La formation s'adresse souvent aux paysans qui sont des producteurs ayant des activités, pour la prospérité desquels l'utilisation de l'écrit est indispensable et aux responsables et leaders de groupements villageois.
- **Intensive** : L'AFI-D se fait généralement d'une manière intensive, mobilisant les apprenants 8 heures par jour pendant 48 jours divisés en 4 phases de 12 jours pour l'alphabétisation initiale et 36 jours divisés en trois phases de 12 jours pour la formation complémentaire de base. Les phases sont intercalées par une semaine dite tampon. Ces semaines tampons permettent aux apprenants de reprendre leur vie économique quotidienne, de se reposer de l'apprentissage en salle et de digérer les connaissances acquises.
- **Adaptée** : En théorie, la méthode peut être adaptée par rapport à la disponibilité des gens, c'est-à-dire, par rapport à leur programme d'activités quotidiennes qui pourrait ne pas permettre la pratique de 8 heures par jour. Tout en gardant le contenu et la méthode d'apprentissage, les sites peuvent

pratiquer 4 heures par jour au minimum, si l'alphabétisation se fait dans une période d'indisponibilité des apprenants pour une raison ou une autre. Dans ce cas, la durée d'une phase n'est plus de 12 jours, mais allongée selon le volume horaire effectif de cours par jour (8 h x 48 jours = 384 heures pour l'alphabétisation initiale et 8 h x 36 = 288 heures pour la formation complémentaire de base). Dans beaucoup de sites, les apprenants préfèrent ne pas avoir de semaine tampon en faisant 4 ou 6 heures par jour. C'est aussi une méthode adaptée en ce qu'elle respecte les valeurs culturelles malgaches. Le contenu des manuels didactiques était conçu à partir des données obtenues lors de l'étude de milieu des sites.

Dans sa conception l'AFI-D comprend quatre grandes étapes qui constituent un tout pour atteindre les objectifs d'autopromotion des bénéficiaires basée sur l'alphabétisation : la pré-alphabétisation, l'alphabétisation initiale, la formation complémentaire de base et la formation technique et activité pour le développement. Cependant, le Programme Conjoint a séparé la dernière étape pour en faire une activité séparée, bien que fonctionnellement reliée à l'AFI-D.

Étape 1 : pré-alphabétisation

Cette étape comporte les actions suivantes :

- Étude de milieu (identification des personnes analphabètes, des potentialités économiques locales, des réalités socioculturelles, etc.).
- Sensibilisation pour obtenir l'adhésion des autorités locales et la pré-inscription des intéressés.

- Concertation avec les autorités locales, les responsables des différents services techniques locaux et les intéressés pour définir ensemble les objectifs de l'action à mener et pour étudier les paramètres pouvant influencer positivement ou négativement les résultats attendus.
- Mise en place d'un comité d'alphabétisation en charge du suivi logistique pour le bon déroulement de la campagne. Le comité est composé des représentants des futurs apprenants, de notables, des opérateurs économiques locaux, des autorités locales.
- Recrutement de deux alphabétiseurs villageois par site, proposés par l'ensemble de la population respectant les critères exigés par la méthode (ayant un niveau minimum de l'enseignement secondaire du premier cycle).
- Inscription des apprenants intéressés et identification de leurs besoins pour la fonctionnalité de leur apprentissage durant la campagne et en post-alphabétisation.
- Détermination des méthodes adaptées à la réalité locale (horaire journalier à adopter, période de la mise en œuvre du programme sur terrain, etc.).
- Élaboration des manuels didactiques suivant la synthèse des besoins et réalités locales.
- Formation des animateurs-encadreurs qui assureront la formation des alphabétiseurs et l'encadrement en suivi-évaluation des sites (environ un lot de 5 à 6 sites par animateur).
- Programmation de la stratégie AFI-D qui doit tenir compte de tout ce qui a été cerné pendant la pré-alphabétisation et impliquant toutes les parties prenantes pendant la campagne.

Étape 2 : alphabétisation initiale

C'est l'étape d'alphabétisation initiale en terme d'apprentissage. Elle comprend quatre phases intercalées d'une semaine tampon durant laquelle les apprenants interrompent la formation pour vaquer à leurs activités économiques.

Tout au long de cette étape, les apprenants devraient trouver des occasions pour rendre fonctionnels leurs acquis dans leur vie quotidienne, soit pendant les semaines tampons inter-phases, soit dans leurs activités journalières s'ils font 4 ou 6 heures par jour sans semaine tampon.

Cette étape se conclut par un test final en lecture, écriture, calcul et gestion simplifiée.

Étape 3 : Formation complémentaire de base

Cette étape consiste à consolider les compétences acquises lors de l'alphabétisation initiale.

La formation complémentaire de base comporte trois phases de 12 jours, intercalées d'une semaine tampon en inter-phases.

Le contenu d'apprentissage de cette étape est conçu à partir des intérêts exprimés par les apprenants après l'alphabétisation initiale.

La compétence minimale attendue en alphabétisation-calcul est celle de pouvoir accéder de manière relativement indépendante au code de l'écrit pour les besoins quotidiens. Il s'agit d'une compétence effectivement minimale mais qui, compte tenu des réalités, peut faire une différence significative entre une telle personne et un analphabète : lecture de brochures de vulgarisation agricole, de prospectus de sensibilisation sur des sujets tels que le VIH/sida etc.

« Des exercices d'écriture sur le tableau. »



B) MAÎTRISE DES MÉTIERS DE BASE (FTPB, DÉSCOL*)

I. FTPB

Objectifs

L'objectif général de la Formation technique et professionnelle de base (FTPB) est d'aboutir à l'acquisition, par une majorité de plus en plus large de la population rurale et urbaine défavorisée, un savoir-faire minimum permettant d'exercer un métier.

Les objectifs de développement sont de permettre à cette majorité d'améliorer sa qualité de vie, ainsi que celle de sa famille et de contribuer de manière significative au développement de l'économie nationale en général et de sa région en particulier.

Quant à l'objectif des formations, il est de doter les apprenants des compétences permettant d'exercer un nouveau métier ou d'améliorer les performances dans l'activité actuelle.

Le Programme Conjoint est novateur car il a complété l'AFI-D par une FTPB et par une possibilité de micro-financement. Cette volonté de compléter l'AFI-D par la FTPB a émergé de la population elle-même.

Méthode de choix des métiers

Les métiers pour lesquels des formations ont été proposées ont été déterminés à partir d'une étude d'identification des besoins de formation initiée dans le cadre de l'activité intitulée « Mise en place des conditions préalables de la Formation technique et professionnelle de base : Étude de faisabilité et de maîtrise ». A la suite d'une enquête menée dans des sites d'alphabétisation, cette étude a d'abord abouti à l'identification des besoins de formation des néo-alphabètes issus de ces sites. A partir des besoins ainsi identifiés, l'étude a ensuite conduit à l'élaboration pour les communes sélectionnées des cahiers des charges pour la mise en œuvre des formations.

Contenu et durée des formations

Bien que la formation dispensée se voulait adaptée au profil du public-cible, c'est-à-dire à celui des néo-alphabètes, le contenu des formations a été conçu de façon à répondre aux exigences universelles minimales inhérentes aux métiers concernés. Toutefois, son adaptation au contexte local s'avère nécessaire.

La durée de formation a été déterminée en fonction du trois facteurs : (i) contenu de la formation, (ii) niveau des apprenants, (iii) appréciation de la disponibilité des apprenants et des formateurs. Pour les formations agricoles, la durée varie de 8 à 20 jours. Pour les formations techniques, elle est de 45 à 60 jours. Pour les unes comme pour les autres, les formations combinées sont plus longues.

La durée de la formation fait l'objet de controverse : elle se-

rait trop longue par rapport à la disponibilité des apprenants mais trop courte par rapport au contenu. De plus, les formations agricoles seraient trop longues et les formations purement techniques trop courtes. La gestion du temps imparti aux « connaissances générales » semble déterminante. Quant à la période de formation, elle pose un problème lorsqu'elle coïncide avec les travaux agricoles.

2. DÉSCOL

Les objectifs

Selon le Plan d'action 2003 du Programme de coopération 2001-2003 Madagascar - UNICEF, les objectifs de la formation des jeunes déscolarisés sont de (i) développer des activités de formation à l'intention de 320 jeunes déscolarisés, filles et garçons dans 17 quartiers d'Antananarivo, (ii) développer des activités pour l'insertion socioprofessionnelle de 40% des jeunes formés. Le but ultime est donc d'aider ces jeunes à développer des compétences professionnelles dans un métier donné qui leur permettent soit de s'installer à titre d'entrepreneurs individuels, soit de trouver un emploi dans le même secteur d'activité.

Méthode de choix des métiers

Les formations ont été choisies en fonction des spécialités des artisans disposés et disponibles dans le quartier, mais aussi en fonction des débouchés ou du marché potentiel pour les formés ou pour les produits. La stratégie suivie était, en effet, de s'appuyer sur les artisans actifs, en les mettant à contribution dans les quartiers où vivent les jeunes.

Nombre de bénéficiaires et thèmes couverts

La première vague a abouti à la formation de 51 jeunes dans six quartiers et la deuxième vague à celle de 141 jeunes dans 11 quartiers. La troisième vague est en cours d'achèvement et touche 258 jeunes.

Les formations ont couvert 14 thèmes : la mécanique auto, la menuiserie, la coiffure, la coupe/couture, la broderie, la bijouterie, la pâtisserie, le crochet, la vannerie, l'électronique, la maçonnerie, la cordonnerie, la sérigraphie, la mécanographie, l'ouvrage métallique et l'abat-jour.

Durée de formation

La formation dure sept mois dont trois mois de « tronc commun » comprenant une remise à niveau scolaire et une formation en compétences utiles à la vie et quatre mois d'apprentissage auprès d'un artisan.

* L'activité DÉSCOL terminée en 2004.

C) RÉ-INSERTION DES JEUNES DÉSCOLARISÉS OU NON SCOLARISÉS (ASAMA, AMBOHITSORATRA)

L'insertion sociale de certains groupes de jeunes défavorisés, constitue un autre volet important du Programme Conjoint. Le Programme cherche, en effet, à donner une deuxième chance dans la vie à ces jeunes, en les réinsérant dans un cursus social normal.

Cette ré-insertion s'opère notamment en deux activités : l'activité dite de promotion de la lecture pour tous ou « Planète des Alphas » et l'activité dite ASAMA ou action scolaire d'appoint pour Malgaches adolescents.

1. ASAMA

ASAMA a été conçue à partir d'un mémoire de CAPEN intitulé « Formation Fondamentale Intensive », soutenu en octobre 2000 à l'École Normale Supérieure de Fianarantsoa. La recherche a été inspirée de la méthode d'alphabetisation AFI-D.

L'objectif d'ASAMA est de donner une seconde chance de succès au CEPE aux adolescents qui n'ont jamais été en classe, ou qui ont quitté l'école après une année ou tout au plus deux années d'école primaire. Ces enfants sont souvent issus de familles en situation difficile.

Le caractère le plus novateur de cette méthode réside dans le fait qu'elle propose d'amener les jeunes au niveau du CEPE en seulement 10 mois. Il est remarquable que les enfants qui réussissent ce parcours, auront atteint en 10 mois seulement, un niveau que les autres élèves mettent cinq ans à obtenir dans le système formel traditionnel. L'objectif spécifiquement défini par le Programme Conjoint pour cette activité est la réussite au CEPE avec tout ce que cela comporte comme potentialités pour les jeunes : non seulement une partie d'entre eux envisage d'être admis en 6ème de collège, mais aussi de nombreux emplois (ouvriers, policiers ou autres) sont accessibles avec la possession du CEPE. En conséquence, le meilleur indicateur pour évaluer les activités de l'ASAMA est le taux de réussite des participants au CEPE (voir : V. Résultat et leçons tirées).

ASAMA est une méthode appliquée condensant en une année scolaire les cinq années du 1^{er} cycle de l'éducation fondamentale. Le contenu du programme ASAMA concerne toutes les disciplines recommandées par le programme national de l'éducation fondamentale. La langue d'enseignement est le malgache, excepté pour l'enseignement du français, qui est enseigné en tant que langue étrangère.

ASAMA repose sur le principe suivant : un adolescent de plus de 11 ans, même analphabète, a déjà acquis des connaissances par l'éducation informelle. La répartition de ces acquis selon les disciplines n'est pas la même, mais globalement ils correspondent, d'après des enquêtes effectuées, à 2/5 du contenu total de l'enseignement primaire. L'école primaire fonctionne en moyenne 25 heures par semaine de classe, soit environ 750 heures par année scolaire. Sur les cinq années on a donc un volume horaire total de 3750 heures. Si on tient comp-

te de 2/5 de contenus estimés informellement acquises par l'adolescent, il reste environ 2250 heures de cours à absorber. Grâce au caractère intensif de l'ASAMA et de la plus grande réceptivité des apprenants, on peut estimer qu'en moyenne un apprenant ASAMA peut assimiler le contenu d'une heure d'enseignement reçu par un élève du primaire en une période de temps équivalant à 75% de ce temps. Il aurait donc besoin d'environ 1690 heures pour assimiler l'ensemble du programme de l'enseignement primaire, ce qui correspond à peu près aux dix mois d'apprentissage qu'offre ASAMA à raison de 42 heures par semaine.

Les premières six semaines sont consacrées à l'apprentissage de la lecture par la méthode « Ambohitsoratra » (voir ci-dessous) ; au cours du trimestre suivant les apprenants absorbent le programme des classes de T1 et T2 (cours préparatoire première et deuxième année) ; ensuite le contenu de T3 (cours élémentaire) est passé en revue au cours du deuxième trimestre ; et enfin le contenu des classes T4 et T5 (cours moyens première et deuxième année) en troisième trimestre.

L'ensemble du programme du primaire est ainsi couvert. Ce raccourci est possible de par le temps d'assimilation amoindri du fait des pré-requis structurels de l'adolescent. La méthode fait beaucoup appel à la participation de l'adolescent qui réalise lui-même son apprentissage dans le sens fort du terme.

L'action est un apprentissage intensif s'adressant à des groupes d'adolescents analphabètes de 11 à 17 ans. Chaque groupe ne doit pas dépasser 25 adolescents. En ce qui concerne les animateurs, ils doivent avoir entre 20 et 45 ans, avoir une formation générale égale ou supérieure au baccalauréat et surtout avoir une capacité de communication facile avec les adolescents. Ils bénéficient d'une formation spéciale sur la conduite de l'ASAMA. Cette formation se fait généralement en deux sessions de dix jours.

L'intérêt suscité par l'expérience de l'ASAMA provoque des demandes d'information, non seulement sur sa finalité, son programme et ses méthodes, mais aussi sur son coût de réalisation. La CNCE* a établi une estimation du coût unitaire d'un apprenant ASAMA pour la durée totale du cursus : sur la base de 25 apprenants par classe, ce coût unitaire est de 120 dollars EU**, comprenant le coût « pédagogique » et les frais logistiques, y compris la cantine.

2. « AMBOHITSORATRA »

« Ambohitsoratra » est une méthode d'apprentissage de la lecture du malgache avec des techniques d'apprentissage participatives et fortement ludiques basées sur la trame d'un conte. La personnalisation des lettres de l'alphabet dans un contexte similaire à la réalité humaine rend l'histoire presque « réelle ». Même si c'est de la fiction, elle est reconnue par la psychologie de l'enfant.

« Ambohitsoratra » est une méthode didactique fonctionnelle,

* CNCE - Cellule Nationale de Coordination

** Les prix indiqués pour 2006.

car l'enfant ou l'adolescent reconnaît les lettres personnalisées et illustrées dans l'histoire et il peut s'imaginer faire partie des acteurs et a la possibilité d'en faire sa propre narration. La méthode l'aide à créer par sa propre imagination l'image des lettres, à imiter des personnages, à inventer des formules magiques et à poser des devinettes ou y répondre. Tout cela va générer un vécu personnel ou collectif qui donne du sens aux mots et aux phrases qui seront peu à peu introduites dans le cadre de l'apprentissage de la lecture. Pendant les séances de lecture, l'apprenant a recours à sa mémoire et aux images pour retenir les noms et les caractères des lettres qu'il a écoutés et observés pendant l'histoire d'« Ambohitsoratra ».

C'est aussi une méthode d'apprentissage intensive car toutes les lettres de l'alphabet peuvent être reconnues et repérées tout au long de l'écoute et de l'observation de l'histoire. La du-

rée totale de l'apprentissage est d'un mois et demi, à raison de 40 séances de 2 heures, soit 80 heures sans compter les séances d'évaluation. L'animateur qui pilote et facilite l'apprentissage de la lecture n'est pas un « maître de classe », mais plutôt un ami des apprenants. Il les accompagne pour guider leur apprentissage en jouant avec eux et en leur rappelant la séquence de l'histoire qui concerne les lettres qu'ils apprennent.

Bien que l'objectif initial d'« Ambohitsoratra » soit d'apprendre à lire aux enfants analphabètes et non scolarisés, une insertion dans le système scolaire est possible à l'issue de cet apprentissage de la lecture. Cette possibilité est conditionnée par l'existence d'une école primaire publique à proximité du lieu de résidence de l'enfant, par l'acceptation en TI d'enfants plus âgés que la norme, par les moyens financiers des parents pour faire face aux dépenses de la scolarisation et par la satisfaction de la disposition exigeant un acte de naissance.



« Animateur d'Ambohitsoratra au travail. »

V. RÉSULTATS ET LEÇONS TIRÉES

A) RÉSUMÉ DES RÉSULTATS DE L'ÉVALUATION À MI-PARCOURS

Une évaluation à mi-parcours du Programme a été effectuée en juin-juillet 2004.

RÉSULTATS

1. L'évaluation a dégagé un constat général très positif en ce qui concerne les effets observés, aussi bien chez les bénéficiaires des activités d'éducation non formelle de base et d'animation, qu'au niveau des organismes chargés de concevoir et mettre en œuvre les activités.

2. Les effets observables en termes d'acquis d'apprentissage chez les bénéficiaires ont été mesurés à l'aide des tests administrés à un échantillon tiré selon les règles de l'art. Les points saillants peuvent se résumer comme suit :

Pour l'AFI-D (Alphabétisation fonctionnelle intensive pour le développement) :

- parmi les participants de deux premières vagues ayant terminé les quatre phases de l'alphabétisation initiale, 76,4 % peuvent être considérés comme alphabétisés après 48 jours de cours ;
- dans le même groupe, 35,5 % ont acquis le niveau avancé ;
- le coût unitaire d'alphabétisation par personne, comprenant les deux étapes d'alphabétisation initiale et de formation complémentaire, est de 32 dollars EU* par personne.
- concernant l'âge des apprenants, il s'avère que le groupe le moins réactif est celui des moins de 18 ans (68,2 %) et le plus réactif est celui entre 30 et 36 ans (87,2 % de réussite). Ceci est intéressant vu que ces derniers sont dans la force de l'âge, en pleine activité professionnelle et plus motivés que les autres.

Pour la FTPB (Formation technique et professionnelle de base) :

- 73,7 % des néo-alphabètes qui ont bénéficié d'une formation dans un des 14 métiers traités ont acquis une maîtrise minimale du métier, à la fois dans ses aspects théoriques et dans la pratique ;
- par ailleurs, il est à remarquer un meilleur succès des femmes, qui maîtrisent le métier à 87,5 % contre 63,6 % pour les hommes.

Pour DÉSCOL** (Formation de jeunes déscolarisés en milieu urbain) :

- le taux de maîtrise du métier à l'issue de la formation est de 83,3% ;
- le taux d'insertion moyen de ces jeunes dans l'activité professionnelle est de 45 %, soit au-delà de l'objectif de 40% visé par l'UNICEF.

Pour « Ambohitsoratra » (Apprentissage de la lecture en malgache pour les non-scolarisés) :

- 66,7 % d'apprenants testés ont démontré leur capacité à lire et 37,5 % à un niveau avancé.
- par ailleurs, après cet apprentissage de la lecture, 18,2 % ont été inscrits en école primaire publique et 5,3 % dans une classe ASAMA.
- le coût unitaire par enfant de méthode « Ambohitso- ratra » s'élève à 27 dollars EU* par personne.

Pour ASAMA (Action scolaire d'appoint pour Malagasy adolescents) :

- à l'issue d'une formation de 10 mois, les apprenants qui n'avaient jamais été à l'école ou avaient quitté l'école après un ou deux ans, et qui se sont présentés à l'examen du CEPE l'ont réussi à 52,6 % *** ;
- le coût unitaire pour les 10 mois de formation d'ASAMA est, sur la base de 25 apprenants par classe, 120 dollars EU* par personne.

3. Pour les activités d'animation et de sensibilisation inscrites dans le Programme Conjoint (DIJE, NAC, EVF et sensibilisation au sujet des IST/sida****) ; des changements positifs sont observés chez les bénéficiaires, à la fois sur le plan individuel et dans leur famille et leur milieu.

4. Les effets de renforcement des capacités institutionnelles ont été analysés surtout dans le cadre des groupes de travail des deux ateliers nationaux qui ont été organisés. Les documents de politiques ou de stratégie ont été considérés comme pertinents et déjà utilisés. Mais il reste à diffuser davantage ces instruments pour qu'ils aient tout l'impact qu'on en attend. Le SIG/EPT***** a déjà permis de renforcer les capacités de certains des Ministères et

* Les prix indiqués pour 2006.

** L'activité DÉSCOL terminée en 2004.

*** Le taux de réussite dans les examens du CEPE est en constante augmentation : en 2005, ce taux de réussite s'élevait à 62%.

**** DIJE - animations d'éveil dans le Développement Intégral du Jeune Enfant ; NAC - formation de groupements de femmes en Nutrition à Assise Communautaire ; EVF - animations des communautés à l'Éducation à la Vie Familiale

***** SIG/EPT - Système d'information aux fins de gestion en vue de l'Éducation pour tous

organismes qui y participent. L'action doit se poursuivre pour donner tous les effets qu'on est en droit d'en attendre.

5. Les facteurs favorables et défavorables ont été analysés surtout dans le cadre des groupes de travail des deux ateliers nationaux. La conclusion : la mise en œuvre du Programme doit faire preuve de beaucoup de flexibilité pour réduire l'impact des facteurs défavorables et mettre à profit les facteurs favorables.
6. L'évaluation a permis de dégager des constats de niveau stratégique concernant l'apport du PNUD et des agences partenaires du système des Nations Unies à la réalisation

des effets. Cet apport a été particulièrement important en raison de trois caractéristiques : la programmation conjointe, l'apport d'approches déjà rodées et l'accueil d'initiatives malgaches en matière d'innovation éducative.

NB : Compte tenu du **constat général très positif de cette évaluation à mi-parcours**, aussi bien chez les bénéficiaires des activités d'éducation non formelle de base et d'animation, qu'au niveau des organismes chargés de concevoir et mettre en œuvre de telles activités, **l'UNESCO encourage un dialogue sur le partage de ces expériences avec d'autres pays**, y compris ceux de contextes différents, qui luttent également activement contre la pauvreté.

B) LEÇONS GÉNÉRALES TIRÉES DE LA PREMIÈRE PHASE*

AFI-D

- On note un partenariat développé dans la réalisation de ces activités avec les élus locaux et les autorités locales.
- L'apport alimentaire octroyé par les partenaires a contribué à atteindre les objectifs, favorisant l'assiduité des apprenants qui vivent souvent dans la pauvreté.
- L'éloignement des villages par rapport aux principales voies routières est un facteur significatif dans l'acquisition des compétences. L'analyse montre que les participants issus des villages qui sont, soit toute l'année soit une partie de l'année, inaccessibles même par véhicule tout terrain atteignent le niveau d'alphabétisation moyen ou avancé à seulement 36.7 % contre 79.3 % pour les villages desservis par taxi-brousse.
- Plusieurs facteurs, tels que le salaire de l'alphabétiseur et la distance du village d'origine, n'influencent guère les acquisitions.

ASAMA

- L'explication du succès d'ASAMA tient notamment à deux facteurs : d'une part, les apprenants sont particulièrement motivés ; n'ayant jamais été à l'école ou n'y ayant fait qu'un bref séjour, ils voient cette activité comme une véritable seconde chance dans la vie ; d'autre part, l'implication et la conviction des animateurs ont des retombées positives sur les élèves.
- La capacité qu'a démontrée le Programme à utiliser, même capitaliser, les résultats de la recherche nationale s'illustre dans l'ASAMA. Une fois le potentiel du mémoire démontré par une expérimentation en 2002-2003, cette méthode

a été adoptée par le Programme Conjoint. Cette formule, entièrement issue du terrain national, est en passe de constituer une référence pédagogique qui suscite un grand intérêt au niveau national.

« AMBOHITSORATRA »

- La personnalisation des lettres de l'alphabet dans un contexte similaire à la réalité humaine rend l'histoire presque réelle. Même si c'est de la fiction, elle est reconnue par la psychologie de l'enfant. La méthode est efficace puisqu'elle l'aide à créer par sa propre imagination l'image des lettres, à imiter des personnages, à inventer des formules magiques et à poser des devinettes ou y répondre.
- Les résultats des tests de niveau sont remarquables en sachant que la méthode forme les apprenants pendant un mois seulement pour la première vague ou six semaines pour la deuxième vague.

FTPB

- La population aspire à une évolution dans ses conditions de vie. Les perspectives de revenus supplémentaires poussent les apprenants à suivre la formation qu'ils reconnaissent comme pouvant apporter une solution à la pauvreté. Les intéressés sacrifient une partie importante de leurs activités pour suivre les formations et sont très motivés, assidues et ponctuels
- la combinaison d'AFI-D et FTPB facilite la création de groupements de paysans pour des activités génératrices de revenus avec leur formation. Les apprenants peuvent par la suite accéder au micro-crédit avec l'activité « financement du noyau dur d'action prioritaire » du Programme**.

* Plus d'informations sur les interventions du Programme Conjoint à Madagascar peuvent être trouvées dans le document Rapport de l'Évaluation à mi-parcours du Programme Conjoint, octobre, 2004.

** La création d'un environnement propice (crédit, formation supplémentaire, aptitude à la gestion) et un appui aux jeunes désireux de s'installer à leur propre compte à travers la mise en place d'un mécanisme / dispositif d'identification d'octroi des appuis et un mécanisme de mise en œuvre et de suivi des actions d'insertion.



C) FUTURES DIRECTIONS

Actuellement, des sociétés et projets de développement demandent des partenariats avec le Programme pour mener des campagnes d'alphabétisation pour faire passer d'autres objectifs du développement. En effet, les grands défis à Madagascar, par exemple la réduction de l'exclusion sociale, la lutte contre la propagation du VIH/sida, la bonne gouvernance, la lutte con-

tre la corruption, l'hygiène, la nécessité de scolariser les enfants, l'approche communautaire, l'intégration de la dimension population et l'approche genre, les vulgarisations agricoles, la préservation de l'environnement et enfin le développement économique, ne pourront être relevés avec une proportion non-négligeable d'analphabètes dans le pays.

« Investir dans l'éducation, c'est investir dans l'avenir. »

